

# Flash Economie

N° 17

12 février 2026

## La politique économique de la France et la politique économique qu'il faudrait mener en France

La politique économique qui est menée aujourd'hui en France consiste :

- à soutenir le revenu des ménages (indexation complète des retraites et des autres prestations sociales, hausse de la prime pour l'emploi ...) ;
- à ne pas faire d'efforts pour accroître le taux d'emploi (mauvaise qualité persistante du système éducatif, suspension de la réforme des retraites) ;
- à stabiliser le déficit public en accroissant les impôts des entreprises (surtaxe d'impôt sur les bénéfices des sociétés, arrêt de la baisse des impôts de production), et en réduisant les budgets publics de soutien de l'université et de l'industrie.

En réalité, il faudrait mener des politiques complètement opposées à celles qui sont menées :

- économie sur les dépenses sociales, permettant de financer des investissements d'avenir (investissement dans les industries stratégiques, dans le numérique) ;
- priorité donnée à l'amélioration du système éducatif ;
- report progressif de l'âge de la retraite ;
- soutien de la capacité d'investir des entreprises en évitant les hausses d'impôts sur les entreprises ;
- déficit public venant des dépenses d'investissement et non des dépenses de protection sociale.

## Patrick Artus

**Conseiller économique senior**

patrick.artus-ext@ossiam.com

✕ @PatrickArtus

in Patrick Artus

## Isabelle Gravet

**Assistante de recherche**

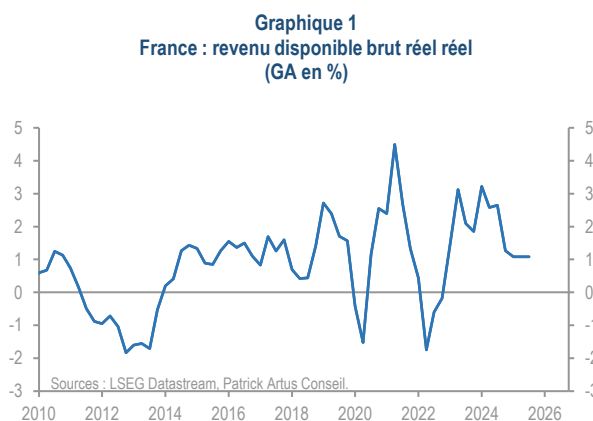
isabelle.gravet-ext@ossiam.com

**Communication marketing** : ce document n'a pas été élaboré selon les dispositions réglementaires visant à promouvoir l'indépendance des analyses financières et ses auteurs ne sont pas soumis à l'interdiction d'effectuer des transactions sur l'instrument concerné avant la diffusion de la communication.

## Quelles sont les principales décisions de politique économique qui ont été prises récemment en France ?

### 1. Soutien du revenu des ménages

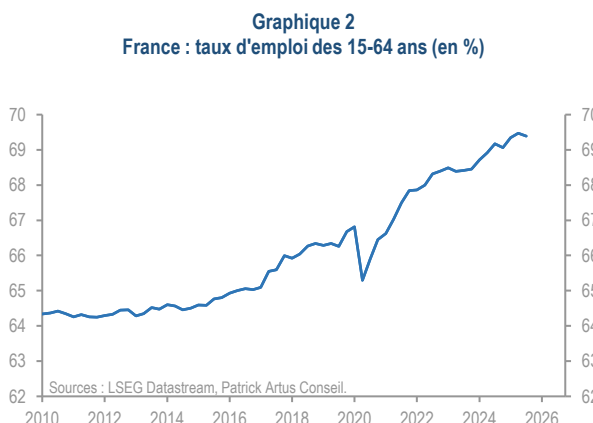
Le pouvoir d'achat des ménages (**Graphique 1**) va être soutenu :



- par l'**indexation complète des retraites** et autres prestations sociales ;
- par la hausse autorisée de 3% en 2026 des dépenses de santé (de l'ONDAM), avec un maintien à 20 milliards d'euros du déficit de la sécurité sociale ;
- par la hausse de la **prime pour l'emploi** (coût : 1,5 milliard d'euros) et par le maintien de diverses primes (en particulier la prime pour frais de scolarité) ;
- par l'indexation des tranches de l'impôt sur le revenu.

### 2. Absence d'efforts pour faire progresser le taux d'emploi

Le taux d'emploi de la France a cessé de progresser au 3<sup>e</sup> trimestre 2025 (**Graphique 2**).



On sait que la hausse du taux d'emploi est la principale source de croissance du PIB. Pourtant :

- **la réforme des retraites a été suspendue** ;

- aucune mesure n'a été annoncée pour **redresser la qualité du système éducatif** alors que l'enquête PISA, (**Tableau 1**) montre le faible niveau des jeunes Français, et plus spécifiquement l'enquête TIMSS (**Tableau 2**) révèle la faiblesse du niveau en mathématiques et en sciences.

Tableau 1 : Résultats aux enquêtes PISA de l'OCDE (score global, par score décroissant de l'enquête de 2022)

Pays	2018	2022
Japon	520	533
Finlande	516	495
Royaume-Uni	503	494
Etats-Unis	495	489
Allemagne	500	482
Pays-Bas	502	480
France	494	478

Source : OCDE

Tableau 2 : Etude internationale TIMSS 2023 : scores moyens en mathématiques et sciences au CM1 et en 4ème (par score décroissant)

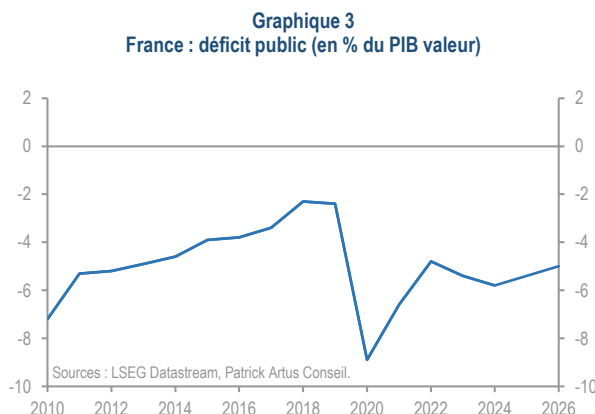
Scores au CM1 (grade 4)			
Score en mathématiques		Score en sciences	
Pays	Score	Pays	Score
Singapour	615	Singapour	607
Taïwan	607	Corée du Sud	583
Corée du Sud	594	Taïwan	573
Hong Kong	594	Turquie	570
Japon	591	Angleterre	556
Macao	582	Japon	555
Lituanie	561	Pologne	550
Turquie	553	Australie	550
Angleterre	552	Hong Kong	545
Pologne	546	Finlande	542
Irlande	546	Lituanie	537
Roumanie	542	Macao	536
Pays-Bas	537	Suède	533
Lettonie	534	Etats-Unis	532
Norvège	531	Irlande	532
République tchèque	530	Norvège	530
Suède	530	Bulgarie	530
Bulgarie	530	Roumanie	526
Finlande	529	République tchèque	526
Australie	525	Slovénie	526
Allemagne	524	Lettonie	526
Danemark	524	Hongrie	524
Serbie	523	Danemark	522
Belgique (flamande)	521	Canada	521
Hongrie	520	Slovaquie	521
Portugal	517	Nouvelle-Zélande	517
Etats-Unis	517	Pays-Bas	517
Chypre	516	Allemagne	515
Slovaquie	515	Portugal	511
Slovénie	514	Italie	511
Italie	513	Serbie	510
Arménie	513	Espagne	504
Albanie	512	Émirats arabes unis	495
Canada	504	Albanie	491
Espagne	498	Belgique (flamande)	488
Émirats arabes unis	498	<b>France</b>	<b>488</b>
Géorgie	498	Chypre	487
Azerbaïdjan	494	Belgique (francophone)	481
Nouvelle-Zélande	490	Chile	479
Belgique (francophone)	489	Bahreïn	475
Kazakhstan	487	Qatar	472
<b>France</b>	<b>484</b>	Kazakhstan	467
<b>Moyenne</b>	<b>503</b>	<b>Moyenne</b>	<b>494</b>

Scores en 4ème (grade 8)			
Score en mathématiques		Score en sciences	
Pays	Score	Pays	Score
Singapour	605	Singapour	606
Taïwan	602	Taïwan	572
Corée du Sud	596	Japon	557
Japon	595	Corée du Sud	545
Hong Kong	575	Angleterre	531
Angleterre	525	Finlande	531
Irlande	522	Turquie	530
République tchèque	518	Hong Kong	528
Suède	517	République tchèque	527
Lituanie	514	Irlande	525
Autriche	512	Hongrie	522
Australie	509	Suède	521
Turquie	509	Australie	520
Hongrie	506	Lituanie	519
Finlande	504	Etats-Unis	513
Norvège	501	Autriche	512
Italie	501	Portugal	506
Malte	499	Malte	501
Roumanie	496	Italie	501
Chypre	494	Norvège	488
Émirats arabes unis	489	Émirats arabes unis	486
Etats-Unis	488	<b>France</b>	<b>486</b>
Israël	487	Qatar	481
<b>France</b>	<b>479</b>	Israël	481
<b>Moyenne</b>	<b>478</b>	<b>Moyenne</b>	<b>478</b>

Sources : IEA, Trends in International Mathematics and Science Study

### 3. Hausse de la pression fiscale sur les entreprises

L'objectif d'un déficit public de 5% du PIB (**Graphique 3**) va être obtenu avec une **hausse de la pression fiscale sur les entreprises**, en particulier :

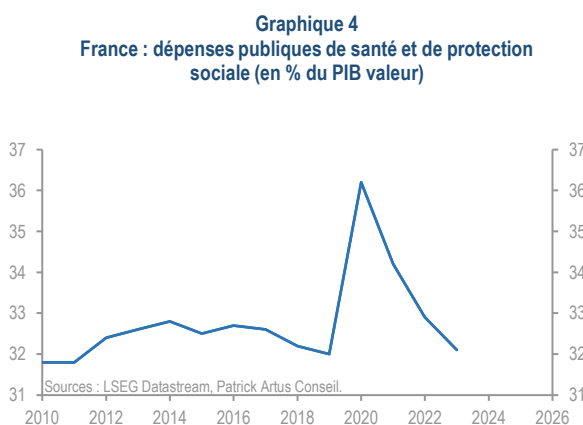


- **le maintien de la surtaxe d'impôt sur les bénéfices des sociétés**, touchant les 300 plus grandes entreprises, avec un rendement attendu de 7,5 milliards d'euros ;
- **l'annulation de la baisse de la CVAE** (cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises), alors que cet impôt devait baisser de 1,3 milliard d'euros en 2026 ;
- **la réduction des crédits de France 2030** (le programme de soutien à l'innovation et aux industries du futur).

### En réalité il faudrait mener des politiques complètement différentes

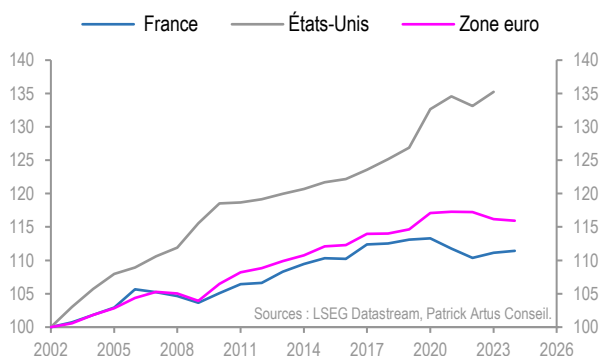
On aurait pu espérer que le gouvernement mette en place :

1. **des économies sur les dépenses sociales** (**Graphique 4**), **de manière à pouvoir stimuler les investissements d'avenir, publics et privés** (investissements dans la transition énergétique, dans le numérique, dans la recherche et développement, dans l'éducation et la formation).



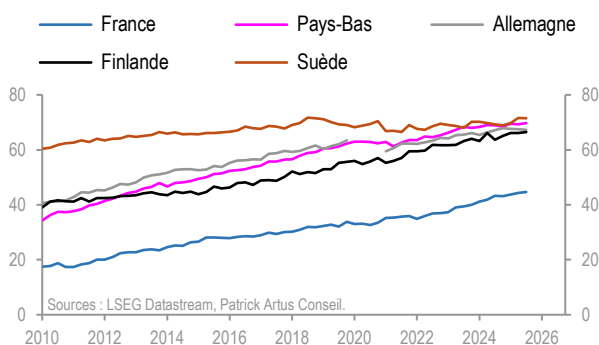
On sait depuis le rapport Draghi, que ces investissements devraient être accrus de 4,5 points de PIB pour que l'Europe (donc aussi la France) rattrape les États-Unis (**Graphique 5**) ;

Graphique 5  
Productivité horaire (100 : 2002)



2. **une priorité donnée à l'amélioration du système éducatif** (voir Tableaux 1 et 2 plus haut) ;
3. **un report progressif de l'âge de la retraite**, de manière à faire augmenter le taux d'emploi des 60- 64 ans (Graphique 6) ;

Graphique 6  
Taux d'emploi des 60-64 ans (en %)



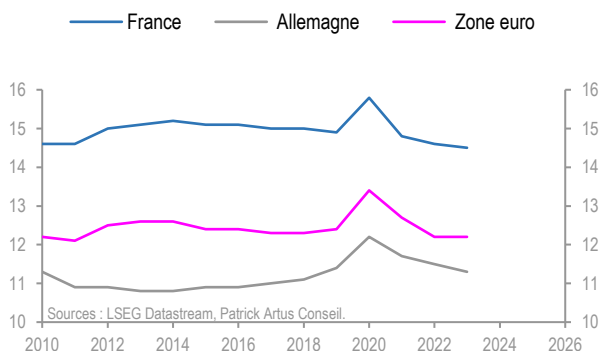
4. **un soutien à la capacité à investir des entreprises, qui est anormalement faible** (Graphique 7), en évitant d'accroître la pression fiscale sur les entreprises. On sait en particulier que les impôts de production sur les entreprises (3% du PIB en France, 0,9% du PIB en Allemagne) sont extrêmement nocifs pour la compétitivité ;

Graphique 7  
France : investissement des entreprises  
(valeur, en % du PIB valeur)

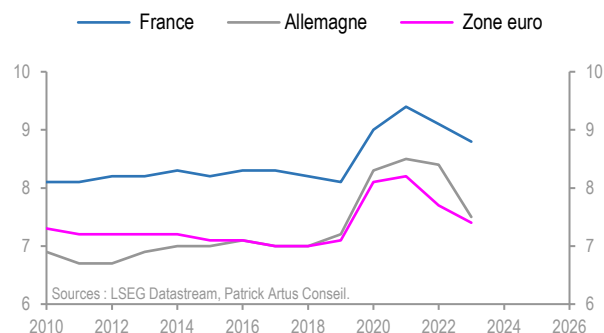


5. **un déficit public venant de dépenses d'investissement et non de dépenses de protection sociale** (Graphiques 8a, 8b).

Graphique 8a  
Dépenses publiques de retraite (en % du PIB valeur)



Graphique 8b  
Dépenses publiques de santé (en % du PIB valeur)



## Synthèse : une politique économique qui ne s'attaque pas aux problèmes de fond

La politique économique mise en place en France aujourd'hui soutient le pouvoir d'achat des ménages, ne contribue pas à augmenter le taux d'emploi, taxe fortement les entreprises.

Or, on sait que les dépenses de protection sociale en France sont très élevées, et l'effort d'investissement trop faible ; que le taux d'emploi est anormalement bas ; que le système éducatif est de mauvaise qualité. On aurait pu espérer que la politique mise en place :

- privilégie les dépenses d'investissement par rapport aux dépenses de transfert et de protection sociale ;
- s'attaque en priorité à la mauvaise qualité du système éducatif ;
- continue à repousser l'âge de la retraite pour corriger le niveau anormalement bas du taux d'emploi ;
- protège la capacité à investir des entreprises au lieu de les surtaxer.

Ce contraste entre les politiques menées et la vision de long terme de l'économie révèle le court-termisme des décideurs de politique économique.

**Avertissement**

Ossiam, filiale de Natixis Investment Managers, est un gestionnaire d'actifs français agréé par l'Autorité des Marchés Financiers (Agréement n° GP-10000016). Bien que l'information contenue dans le présent document provienne de sources jugées fiables, Ossiam ne fait aucune déclaration et ne donne aucune garantie quant à l'exactitude de toute information dont elle n'est pas la source. Les informations présentées dans ce document sont basées sur les données du marché à un moment donné et peuvent changer de temps à autre. Le présent document a été préparé uniquement à des fins d'information et ne doit pas être considéré comme une offre, une sollicitation d'offre, une invitation ou une recommandation personnelle d'acheter ou de vendre des actions participantes, tout titre ou instrument financier d'un Fonds Ossiam, ou de participer à toute stratégie de placement, directement ou indirectement. Il est destiné à être utilisé uniquement par les destinataires auxquels Ossiam le met directement à disposition. Ossiam ne traitera pas les destinataires de ce document comme ses clients du fait qu'ils aient reçu ce document. Tous les renseignements sur la performance présentés dans ce document sont fondés sur des données historiques et, dans certains cas, sur des données hypothétiques, et peuvent refléter certaines hypothèses à propos des frais, des impôts, des charges de capital, des attributions et d'autres facteurs qui influent sur le calcul de rendements. Toutes les opinions exprimées dans ce document sont des énoncés de notre jugement à cette date et sont susceptibles de changer sans préavis. Ossiam n'assume aucune responsabilité fiduciaire pour les conséquences, financières ou autres, provenant d'un placement dans un titre ou un instrument financier décrit dans ce document ou dans tout autre titre, ou de la mise en œuvre d'une stratégie de placement. Les informations contenues dans ce document ne sont pas destinées à être distribuées ou utilisées par une personne ou une entité, par un pays ou une juridiction, où cela serait contraire à la loi ou à la réglementation ou qui assujettirait Ossiam à toute exigence d'inscription dans ces juridictions. Ce document ne peut être distribué, publié ou reproduit, en entier ou en partie.